

EXPERTS ET HISTORIENS S'ACCORDENT

Le projet de révision constitutionnelle mésestime le devoir de mémoire

Le forum d'El Moudjahid en collaboration avec l'association Machaâl Echahid a consacré, hier, une conférence sur l'avant-projet de révision constitutionnelle et devoir de mémoire qui n'est pas assez valorisé selon les intervenants.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - Les moudjahidine et les historiens participant au forum ont avoué que le «préambule» de la Constitution a tout autant de «valeur juridique» que cette dernière. Et qu'il «retrace» par ailleurs «l'héritage historique» de l'Algérie «à quelques détails près». Ainsi «la déclaration du 1^{er} Novembre» n'a, à aucun moment, été mentionnée explicitement sur l'un des articles de «cette loi suprême», a déclaré le professeur et chercheur en histoire, Mohamed Zghidi. Alors qu'elle est, selon lui, la plateforme de l'Algérie libre. Mohamed Kachoud, ancien

ministre du GPRA, a tenu à préciser que l'interprétation en langue arabe de cette déclaration fait défaut. En effet, «la restauration de l'Algérie» a été traduite en «sa construction», ce qui laisse entendre que cet Etat n'avait pas d'existence antérieure, a-t-il nuancé. Dans ce même sens, M. Zghidi a exprimé la grande nécessité de «choisir» minutieusement le lexique dans la rédaction des textes de loi, spécialement pour ce qui est de la Constitution. Il y a lieu d'opter pour une terminologie «constante» et sans ambiguïtés, à son sens. Revenant sur «le devoir de

mémoire», encore marginalisé dans ce projet de Constitution, l'historien a rajouté que seuls le préambule, les articles 62, 76, 122 et 173 ont «vaguement» consacré le devoir de mémoire. Improbable de discuter de ces articles sans évoquer celui qui fait «sensation» aujourd'hui. L'article 51. Ce texte est tout à fait «rationnel et judicieux», a jugé M.Kachoud qui ne comprend pas le grand débat que cela a engendré. Selon lui, «mettant à part les considérations démocratiques», il a appelé à admettre le volet «émotionnel et social». Celui qui ne vit pas «assez longtemps» au sein et avec la société algérienne, «avec ses maux et ses controverses», ne sera pas en mesure de comprendre ses spécificités, et encore moins trouver des issues à

ses problèmes, a-t-il raisonné. C'est pourquoi il considère que cette loi est «pour l'intérêt du peuple». D'autres intervenants partageant sa vision, ont qualifié ce texte de loi comme étant «une balise de sécurité politique» contre «toutes interventions étrangères malveillantes». Pourtant, des experts en droit ont confié la nécessité de publier «un mémoire explicatif» des motifs d'une loi d'une aussi grande envergure. D'autant plus que l'article 51 arbore «pas mal» d'imperfections au niveau linguistique et d'inexactitudes du point de vue de sa traduction du français académique, langue dans laquelle il a été initialement rédigé, à l'arabe généraliste. Par ailleurs, l'association et les militants présents lors de la conférence ont souhaité voir naître avec le

projet de la nouvelle Constitution, un Conseil ou du moins un Office national de la mémoire et de l'histoire de l'Algérie, qui était théoriquement en réflexion. Surtout que la mémoire est justement «l'objet ciblé» actuellement, aussi bien à l'interne qu'à l'externe, selon eux. C'est pour ces raisons, ont-ils poursuivi, qu'il est temps de mettre un terme aux conflits politisés concernant les différentes versions de «l'Histoire vécue» et de sortir définitivement de ce cercle fermé de «règlements de comptes». Une situation qui crée le doute au sein de la société civile, se trouvant dans l'obligation de remettre en cause «ses fondements» et met dans l'ombre de la confusion les générations futures.

N. B.

PROJET DE LA NOUVELLE CONSTITUTION

Alioui regrette la «non-constitutionnalisation de la sécurité alimentaire»

Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) regrette la non-prise en charge dans le projet de la nouvelle Constitution de l'une de ses doléances phares exprimées à deux reprises dans le cadre des concertations y afférentes.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Il s'agit de la sécurité alimentaire sans quoi, a-t-il estimé, hier, au forum du quotidien *DK News*, «la souveraineté et l'indépendance nationales n'ont aucun sens». «La sécurité alimentaire et donc l'agriculture en général sont les garants de la pérennité de l'Etat et d'une place dans le concert des nations.» Mohamed Alioui qui, visible-ment, en avait gros sur le cœur, déçu qu'il est par la situation peu reluisante de l'agriculture

dans le pays. Un état des lieux empreint d'une multitude de freins et de contraintes souvent loin d'être anodins. Car, pour lui, «tout est fait pour encourager l'importation, regrettant que le béton ait «avalé» des plaines entières, à l'image de la Mitidja dont ne restent encore que 20% de terres agricoles». Des contraintes dont notamment les actes de concessions agricoles dont 30% des agriculteurs sont encore en attente du bénéfice du fait de la bureaucratie.

Il y a également, a révélé le patron de l'UNPA, la protection de la production agricole qui n'est pas garantie. Et de faire part, dans ce sillage, d'un énorme surplus de production, l'année dernière, en huile d'olive, de pomme de terre et de miel, voire même de tomate. Il a exhorté, pour ce faire, les pouvoirs publics à «pérenniser» la fameuse opération expérimentée durant le mois de Ramadhan écoulée quand les agriculteurs ont eux-mêmes assuré la vente aux consommateurs de leurs produits avec l'effet notable sur leurs prix. Ceci à travers la réservation d'espaces dans les marchés de gros et de détail aux agriculteurs. Et d'avertir que d'ici fin février prochain, ce ne sont pas moins de 400 000 quintaux de pomme

de terre, stockés depuis près de 5 mois, qui risquent d'être perdus faute d'écoulement. Affirmant avoir sollicité le FCE pour l'encourager à investir dans le créneau de l'agroalimentaire pour absorber l'excédent de production agricole, voire même dans l'agriculture, le secrétaire général de l'UNPA lâchera, ironique : cette organisation «n'est visible qu'à la télévision, pour le concret». Pour ce qui est du million d'hectares de terre à irriguer, Alioui regrette que le projet soit, dix-huit mois après, encore au stade des études. Il avoue ne pas être au courant que 25 000 ha soient déjà disponibles comme l'a annoncé l'avant-veille le ministre des Ressources en eau.

M. K.

PROMOTION DE LA FEMME EN POLITIQUE

«Pas encore à la hauteur des attentes»

La vice-présidente du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Nacera Haddad, a qualifié la disposition parité entre femmes et hommes dans l'accès au marché de l'emploi et les postes de responsabilité apportée par le projet de révision constitutionnelle comme une «avancée notable dans la construction d'une société de droit, d'une société qui promeut l'égalité des droits et surtout de la construction d'une société apaisée à tous les niveaux». Elle estime néanmoins que des résistances persistent encore malgré une nette volonté affichée par le président de la République.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - «C'est aussi très courageux d'autant que, a-t-elle fait savoir, cette disposition répond à des attentes énormes de la part de la gent féminine. C'est véritablement une avancée très importante», opine Nacera Haddad également chef d'entreprise et qui était l'invitée hier matin de la Chaîne 3. S'agissant de la question de comment traduire cette disposition dans le faits, la vice-présidente du FCE juge que tout l'art va être de pouvoir veiller à ce que cette volonté politique affirmée et affichée dans l'avant-projet de révision constitutionnelle soit appliquée sur le terrain, à travers les politiques publiques qui seront mises en œuvre, à travers aussi les mécanismes et les dispositifs qui seront soit mis en œuvre

soit que ceux qui sont existants soient revus, améliorés et corrigés, et ce, pour promouvoir l'accès à l'emploi de manière équitable et de telle façon aussi, a-t-elle ajouté, à permettre la valorisation du potentiel existant parce que «la femme est un atout indéniable pour la construction de notre société et de notre économie». Selon M^{me} Haddad, ce qui est prévu dans le projet de révision constitutionnelle, notamment dans son article 31, vient, rappelle-t-elle, après qu'il y a eu l'amendement de l'article 33-bis concernant les assemblées élues et qui promeut la participation des femmes en politique laquelle, considère M^{me} Haddad, a constitué une avancée importante. «Cet amendement a permis aux femmes

d'être présentes au sein des assemblées même si cela n'est pas encore à la hauteur des attentes et potentiel féminin», a souligné l'invitée de la radio. Et pour cause, témoigne encore l'oratrice, lors des dernières élections pour le renouvellement des membres du Sénat, «aucune femme n'a été proposée par les partis politiques», faisant valoir les «résistances fortes» qui se manifestent toujours à un tel niveau des institutions de l'Etat et ce, malgré la volonté politique affichée par le chef de l'Etat qui a désigné des femmes dans le tiers présidentiel. S'agissant de l'entrepreneuriat féminin, le FCE en a fait son crédo, a souligné Nacera Haddad. Cela implique aussi la promotion et l'encouragement de l'employabilité des jeunes femmes à travers «Jil'FCE», cellule dédiée aux jeunes entrepreneurs algériens. «J'ai moi-même travaillé au sein du FCE, depuis 2015, sur l'employabilité et les conditions d'améliorer l'entrepreneuriat féminin», a affirmé M^{me} Haddad qui annonce qu'en 2016, le FCE va sensibiliser les jeunes lycéens en vue de se diriger vers l'entrepreneuriat et «non plus le salariat» et ce, dit-elle, afin de répondre aux besoins de notre économie.

Y. D.

À L'INITIATIVE DU
MINISTÈRE DU TRAVAIL ET
DE L'UNION EUROPÉENNE

Nouveau programme pour l'insertion professionnelle des jeunes

Le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale et l'Union européenne ont lancé, hier, un nouveau programme d'appui à l'insertion des jeunes. Le programme d'appui jeunesse emploi (PAJE) va favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, expliquent ses initiateurs.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Encore une nouvelle initiative envers les jeunes et leur insertion dans le monde du travail. Le PAJE est un programme né d'une convention entre l'Algérie et l'Union européenne depuis 2012. «Aujourd'hui, le projet passe à la phase opérationnelle après l'engagement de 95,8% des fonds alloués au programme», a expliqué hier Mohamed Zeid, directeur de l'emploi et de l'insertion au niveau du ministère de l'Emploi en marge du premier séminaire national du programme d'appui jeunesse emploi. Ce programme «très ambitieux», souligne-t-il, est cofinancé à hauteur de 26 millions d'euros dont 23 millions d'euros ont été accordés par l'Union européenne et 3 millions d'euros par la partie algérienne. Le PAJE, poursuit-il, est destiné essentiellement à la promotion de la jeunesse de façon à lui permettre de s'épanouir et de s'intégrer dans le monde du travail. Selon lui, beaucoup d'actions ont été mises au profit de l'insertion des jeunes par les pouvoirs publics à travers des dispositifs d'aide à l'emploi mais ça se fait d'une manière dispersée. L'originalité de ce nouveau programme, dit-il, c'est justement de favoriser l'intersectorialité. «Les différents intervenants dans la sphère de la jeunesse et de l'emploi vont coordonner leurs efforts et leurs actions de façon à favoriser l'épanouissement et l'insertion de la jeunesse», a expliqué M. Zeidi. Le projet concernera quatre wilayas pilotes à savoir Annaba, Oran, Béchar et Khenchela. «Sur la base des informations qui seront retenues sur le terrain et sur les préoccupations, les attentes et les espoirs des jeunes, certains mécanismes vont être développés et expliquer quels sont les opportunités et orienter les choix de façon plus efficace et cohérente», a encore expliqué l'intervenant. «L'objectif de ce programme vise à appuyer les efforts de l'Algérie engagés dans le domaine de l'employabilité et de l'insertion des jeunes, ceci à travers notamment le renforcement de l'intersectorialité et des partenariats sur l'emploi et la jeunesse et l'appui à la création d'activités favorisant l'amélioration de l'employabilité des jeunes», expliquent les représentants de l'Union européenne.

S. A.